

A 93 ans, l'ancien résistant publie la première partie de ses mémoires, *Hakada takallama Mohamed Bensaid* (Ainsi parlait Mohamed Bensaid).

Extraits

Bensaid Aït Idder raconte

Résistant, opposant à Hassan II, militant farouche pour la démocratie, le doyen de la gauche vient de publier ses mémoires, où il revient sur des événements de l'histoire du Maroc, et, par la force des choses, sur Hassan II.

A notre question de savoir s'il envisageait de publier ses mémoires, Bensaid Aït Idder nous répondait, souriant : *"J'ai donné plus de quarante entretiens à la presse, où je parle de toute ma vie sans rentrer dans les détails. J'ai l'habitude de parler des faits et non de ce que j'ai fait moi, car je n'aime pas parler de moi-même."* Deux ans plus tard, l'ancien résistant, 93 ans, l'a finalement fait dans la première partie de ses mémoires, *Hakada takallama Mohamed Bensaid* (Ainsi parlait Mohamed Bensaid), publiées par le Centre d'Etudes et de Recherches M. Bensaid Aït Idder. Il y revient entre autres sur son enfance, la résistance, l'indépendance, l'Armée de libération, les guerres politiques intestines, les manigances de Hassan II, son refus du baisemain... Morceaux choisis.

L'enfance du futur résistant

« Je suis né en 1925 dans le village de Tin Mansour à Chtouka Aït Baha, au sein d'une famille de la classe moyenne qui travaillait dans l'agriculture et le commerce. Elle avait une grande influence dans la région. Je n'ai que très peu connu l'amour maternel, ma mère étant décédée quand j'avais six ans. J'ai été orphelin dès la tendre enfance bien que mon père se soit remarié rapidement. La nouvelle épouse de mon père, une citadine, a introduit dans notre foyer, imprégné des traditions rurales, un mode de vie différent, à mille lieues de notre environnement d'agriculteurs. Sa touche a transformé nos habitudes tant dans la nourriture, l'éducation que dans nos comportements (...). Durant les rencontres qui avaient lieu dans la maison de Mohammed Saïd Aït Idder (son père, ndlr), me parvenait déjà le bruit de ce qui se passait à Marrakech, Agadir et dans les régions du sud. Ce qui faisait naître en moi des interrogations et aiguïait ma curiosité. Je me souviens, à cet âge, des caravanes de soldats français mercenaires traversant notre village en direction du sud, à Aït Baâmrane, pour combattre la résistance marocaine qui était menée au début du protectorat

par Moulay Ahmed El Hiba. Il avait pu étendre ses opérations armées jusqu'au centre de Sidi Bou Othmane au nord de Marrakech (...). Enfant, beaucoup de souvenirs se sont gravés dans ma mémoire. Quoique flou, le plus puissant de ces souvenirs sur la tyrannie des colonisateurs est celui des travaux forcés qu'imposaient les forces françaises aux habitants de la région pour construire des infrastructures, des routes et des bâtiments administratifs ».

Aux origines de la résistance armée

« En 1953, je me suis rendu à Rabat afin de reprendre contact avec la direction provisoire de l'Istiqlal. Je me posais plusieurs questions sur notre marge de manœuvre à un moment où le parti était interdit et ses journaux fermés, les autorités du protectorat ciblant toute activité politique. On menaçait alors d'envoyer le roi en exil. J'ai rencontré Abderrahmane Baddou - le père de l'ancienne ministre de la Santé - et Ahmed Ziad (journaliste





jamais appartenue, ne serait-ce qu'un seul jour, à l'Armée de libération. Son nom a simplement été donné à la direction de l'armée à Tétouan, ceci afin de le contacter à travers l'entremise de Fqih Figuigi et Saïd Manouzi dans un des cafés de Aïn Diab à Casablanca. Le but était qu'il rejoigne l'Armée ultérieurement en tant qu'officier, mais il a demandé à ce qu'on le contacte plus tard (...). Sauf qu'il est parti ensuite en France, le lien a donc été coupé. Après l'indépendance, lorsque le roi a demandé au docteur Khatib de dissoudre l'Armée de libération, Aherdane, alors gouverneur de Rabat, a fait le voyage jusqu'à Tanger avec Khatib dans sa voiture officielle, portant une plaque d'immatriculation de l'Etat. Ce qui lui a permis de ne pas se faire contrôler par les Français et les Espagnols. D'autre part, la maison d'Aherdane a servi, à de très rares occasions, de centre de communication. Voilà, en réalité, tout ce qui le lie à la résistance et à l'Armée de libération”.

Le jour où il a failli être assassiné

“J'étais invité à dîner chez un ami, Maiouhel Belkacem (un homme d'affaires) qui habitait dans les environs de Guelmim. Là, se tenait une réunion secrète avec des sympathisants de la résistance et l'Armée de libération qui exerçaient dans la police, dont Houcine Boughaba et Mohammed Lakhssassi. J'étais présent pour obtenir les dernières informations parvenues à la direction de la police sur les réseaux qui complotaient contre l'Armée de libération. Karim Mohamed Ben Brahim Baâmrani et Mohamed Bourhim (Bensaïd Sghir) assistaient également à la réunion. J'avais eu une discussion sur le sujet avec l'organisation secrète pour qu'elle m'aide à lutter contre les éléments destructeurs. En quittant le domicile de Maiouhel en compagnie de Bensaïd Sghir, nous avons été surpris par des gens qui me mettaient en joue avec leurs mitraillettes. Ils affirmaient qu'ils étaient là pour me liquider. En un clin d'œil, Bensaïd Sghir a sorti son arme et leur a ordonné de se tenir à leur place. De mon côté, j'ai ignoré leurs menaces et me suis empressé de revenir chez Maiouhel, d'où nous avons contacté le ministre de l'Intérieur pour dénoncer les agissements de ce gang qui sévissait contre le mouvement de libération”.

Pas de baisemain

“Ma première rencontre avec Hassan II, après mon retour au Maroc au début des années 1980, n'a pas été bonne. Ce qui sera la cause d'un malentendu et de l'absence de sympathie dans nos relations futures. C'était à l'occasion de notre voyage à Addis-Abeba pour participer au congrès de l'Organisation de l'unité africaine (...). Le rendez-vous a eu lieu dans la résidence royale à Fès (...). Je n'avais pas vu Hassan II depuis près d'un

connu d'Al Alam). La direction provisoire considérait qu'il n'était pas possible de déposer Mohammed V et que les leaders du parti s'activaient à l'étranger pour la cause marocaine. Mais c'est l'inverse qui s'est produit. La veille de son exil, Mohammed V a reçu au palais royal Abdelkabar El Fassi pour l'informer que la Résidence générale avait pris la décision de l'éloigner du trône en l'envoyant à l'étranger avec sa famille. El Fassi a dans la foulée transmis la nouvelle au comité de coordination à Tanger. D'après mon analyse, ma rencontre avec la direction provisoire de l'Istiqlal ne devait alors plus servir qu'à trancher. J'ai réalisé qu'il fallait trouver une autre issue pour éviter une situation d'attentisme. J'ai donc engagé une discussion avec mes camarades à Agadir et avec des amis étudiants, partis à Casablanca rejoindre la résistance. La réponse avait mûri et l'idée avait germé dans l'esprit de beaucoup de nationalistes, traçant les contours de la résistance armée”.

Aherdane n'a jamais été résistant

“En septembre 1956, nous avons tenu un congrès pour la résistance et l'Armée de libération dans la ferme de Hachmi Moutawakil, qui a vu la participation de tous les dirigeants, à l'exception de Messaadi, qui avait été assassiné. Mahjoubi Aherdane y a assisté aussi, à la demande du docteur Khatib. Pour l'histoire, Aherdane n'a



Ici, une délégation de résistants dans les îles Canaries, en 1957. De gauche à droite : Omar El Farchi, Driss Ben Boubker, Mohammed Ben Hammou, Saïd Bounailat, Bensaïd Aït Idder, Mohammed Benali Boulahya, Amrou Lahrizi et Bouzekri.



© LIVRE - ANSI PARLANT / MOHAMED BENSADA

» quart de siècle, ma dernière rencontre avec lui datant de la fin des années 1950. Les participants se présentaient avant de se pencher pour embrasser sa main. Lorsque mon tour est arrivé, je me suis contenté de poser ma main sur son épaule. Dès que je suis parti, il m'a arrêté en me demandant, d'un ton éloquent : *"Qui es-tu ?"*. Je lui ai répondu sur le même ton, avant de me retirer : *"Bensaïd"*. De retour d'Addis-Abeba, une autre rencontre a eu lieu avec le roi, en compagnie de ministres, de hauts gradés de l'armée, des personnalités connues et de hauts responsables. Je me suis dit qu'il valait mieux éviter de saluer le roi pour ne pas reproduire le scénario précédent et ne pas compliquer davantage les choses. Sauf que Driss Basri a demandé à un gouverneur d'aller me chercher pour m'annoncer que je devais, comme tout le monde, embrasser la main du roi au moment de le saluer. J'ai ignoré les consignes du ministre de l'Intérieur et j'ai de nouveau posé ma main sur l'épaule de Hassan II, avant de m'éloigner. Il m'a à nouveau arrêté en disant : *"Le Makhzen a ses traditions*

que tu dois respecter !". Je ne lui ai pas répondu et je suis parti. (Ahmed) Bensouda, conseiller de Hassan II, m'a rattrapé en m'expliquant à son tour qu'il fallait respecter les traditions en la présence du roi et que le protocole exige que je me penche sur son épaule et que j'embrasse sa main. Je lui ai rétorqué que je n'avais pas connaissance de ces traditions et que je n'avais plus vu Hassan II depuis de longues années. Puis, Driss Basri m'a demandé de rester car il avait à me parler. *"Qu'est-ce que tu nous as fait avec Sidna ?"*, m'a-t-il dit. *"Qu'ai-je donc fait ?"*, lui ai-je répondu. Et, à nouveau, il m'a servi l'histoire de mon refus d'embrasser la main du roi. *"Je ne viens pas d'arriver dans ce pays pour que tu m'apprennes comment je dois me comporter, et je n'ai aucun problème avec le roi. Pour ce qui est du baisemain, c'est un choix qui ne concerne que moi et nul autre que moi. Vous n'avez donc pas le droit de vous immiscer dans mes convictions"*. Il m'a proposé de venir le voir plus tard et de lui demander d'intercéder pour que le roi accepte mes excuses. Ma réponse a été claire : *"Je ne viendrai pas et je n'ai pas de raison de m'excuser"*. Irrité, il m'a demandé de ne plus voir le roi. Je lui ai rappelé que je n'avais jamais toqué à la porte du palais et que je ne m'y étais jamais présenté de ma propre initiative. Et Basri de répliquer : *"Soyez rassuré, personne ne vous y convoquera plus à partir d'aujourd'hui"*. Je lui ai dit que cela ferait moins de désagréments pour tout le monde. Pour moi, il s'agissait d'une affaire de dignité : *"Je ne suis pas un moins-que-rien pour embrasser des mains"* et je n'ai que ma dignité. Ma présence était nécessaire dans certains événements après cet incident, ils ont donc été obligés de m'inviter à nouveau. Lorsque c'était à mon tour de saluer le roi, je me penchais légèrement à sa hauteur. Lui ne me regardait pas, n'acceptant que le baisemain. Ils ont cessé de m'inviter pendant un moment, ne me conviant que lorsqu'il était question de l'affaire du Sahara.

"JE NE SUIS PAS UN MOINS-QUE-RIEN POUR EMBRESSER DES MAINS"

La dernière rencontre entre nous a eu lieu à Erfoud. Avant l'arrivée du roi, Driss Basri m'a dit expressément : *"Il faut que tu embrasses la main de Sidna, c'est lui qui me l'a demandé"*. Je lui ai dit que je respecterais le protocole mais que le refus du baisemain ne concernait que moi. Il a insisté, j'en ai fait de même (...).

Quand le roi est arrivé, je me suis présenté en me penchant légèrement à une certaine distance. Il n'a pas apprécié. Il est réjouissant qu'il existe aujourd'hui un débat sur le baisemain, ce qui n'était pas possible avant. J'espérais que le roi, un roi moderne et jeune, n'accepte plus cette pratique. Le baisemain est un signe de soumission qui érode la dignité humaine. Il ne s'agit pas

d'une tradition choisie par les gens ni d'un comportement adopté volontairement par le peuple. C'est une pratique imposée”.

Les guerres intestines

“L'assassinat de Ben Barka aurait dû être un miroir pour nous, tant l'omerta générale dévoilait de grands dysfonctionnements au cœur du parti (...). Le régime avait renoncé à une solution politique avec les forces vives du pays, poussant l'outrecuidance jusqu'à liquider un symbole national et international de l'acabit de Ben Barka. Un changement au sein de notre formation devenait donc urgent et la seule issue appropriée et envisageable était, à l'époque, de poursuivre la lutte sous la forme d'un parti révolutionnaire, progressiste et populaire (...). J'ai quitté l'Algérie en 1967 avec mon ami Moulay Abdeslam Jebli pour me rendre en France, où je suis arrivé dans un état de dépression totale. Je considérais que rien ne s'était passé comme nous l'avions prévu. Un sentiment de défaite me rongait. Après tant d'années et de décennies de lutte contre la colonisation et la tyrannie, nous nous retrouvions dans une impasse ? Il m'était difficile de l'accepter. Toutes les portes étaient fermées. L'action politique au Maroc est pour ainsi dire un crime, pratiqué qui plus est dans une ambiance de terreur qu'entretenait Hassan II par la force du plomb. Les partis politiques ont choisi le silence, les leaders politiques sont devenus muets, rien n'était fait pour mettre de l'ordre au sein de l'Union nationale des forces populaires, des camarades étaient assassinés, dont Mehdi Ben Barka... Même la marge de manœuvre dont nous disposions en Algérie s'était réduite comme peau de chagrin, à cause des réticences de Fqih Basri et ses choix irréalistes, dépourvus de toute vision stratégique (...). Il était urgent de trancher à propos de l'avenir politique du parti. C'est pourquoi nous nous sommes réunis, à la fin des années 1960, Abdeslam Jebli et moi, avec la direction de l'UNFP en France. Le but était de trouver un terrain d'entente entre Fqih Basri et moi. La réunion, à laquelle ont assisté Abderrahim Bouabid, Abderrahmane Youssoufi et Hassan Laârej, était tendue. Le débat était axé sur la nécessité de concevoir une nouvelle feuille de route pour le parti, car il n'était pas normal qu'il continue à adopter une stratégie ambiguë en faisant de la politique au grand jour tout en soutenant les actions violentes (...). Nous avons débattu du choix d'un parti révolutionnaire, progressiste, très proche des masses populaires. Et si le choix d'adopter la violence venait à être pris, il ne devrait pas se limiter à une minorité d'anciens résistants, mais être fondé sur la participation populaire de la base du parti. Cette idée a été rejetée par la direction de notre formation politique”.



Deux ans dans une clinique psychiatrique

“Je ne sais pas ce qui m'est arrivé exactement. J'oubliais tout ce que je venais de lire juste après avoir refermé le journal. Les informations s'évaporaient comme si elles n'avaient jamais existé. La nuit, je ne dormais pas. Des scènes défilaient dans le désordre devant moi, me rappelant les événements les plus durs que j'aie vécus (...). Les diagnostics ne révélaient aucune maladie organique. Le problème était psychique. En 1967, Abderrahmane Youssoufi m'a accompagné dans une clinique psychiatrique spécialisée dans la perte de mémoire, dans les environs de Genève. Je ne souffrais pas de pertes de mémoire puisque je me rappelais tout mon passé. Par contre, j'oubliais le présent, comme si ma mémoire était saturée. Les événements qui m'habitaient chaque nuit me faisaient souffrir atrocement. Je devais me reposer, m'éloigner de toute activité politique et prendre davantage soin de moi. Les cours de langue française que je suivais à cette période m'ont beaucoup aidé. C'est même grâce à ces cours que j'ai commencé petit à petit à récupérer la mémoire (...). Mon séjour dans la clinique a duré deux ans”.

Les cours de français reçus lors de son passage en clinique psychiatrique, dans les environs de Genève, ont aidé Aït Idder à recouvrer la mémoire.

“Je retiens de ces extraits deux images touchantes du leader politique Bensaid Aït Idder. La première pourrait s'intituler “variations sur le baisemain”. Elle est savoureuse à force de précisions et de détails d'ambiance dignes d'un Saint-Simon transposé au Maroc. La seconde est émouvante tant la dépression du leader nous le rend proche et ordinaire. C'est tellement rare un homme politique qui se présente lui-même dans son humaine condition !”

